

Des artistes du monde entier appellent au boycott de l'Eurovision en Israël

Ali Abunimah – 7 Septembre 2018



La gagnante israélienne de l'Eurovision 2018, Netta Barzilai, à gauche, avec la ministre israélienne de la Culture Miri Regev, may 2018. (via Facebook)

Plus de 140 artistes internationaux de premier plan ont soutenu l'appel par les Palestiniens à boycotter le Concours de chansons de l'Eurovision l'an prochain, s'il est organisé par Israël.

En attendant, de nouvelles preuves sont apparues concernant la manipulation israélienne du concours de 2018, et des organisateurs de l'Eurovision demandent qu'Israël en tant qu'organisateur l'an prochain garantisse la liberté d'expression et de déplacement.

« L'Eurovision 2019 doit être boycotté s'il est organisé par

Israël, tant que cet état continue ses graves violations des droits humains palestiniens de plusieurs décennies », déclarent les artistes dans une lettre publiée par The Guardian vendredi.

La lettre rappelle comment Israël a massacré plus de 60 Palestiniens à Gaza rien que le 14 mai, soit exactement deux jours après la victoire de Netta Barzilai à l'Eurovision 2018, victoire qui a assuré à Israël le droit d'organiser l'édition suivante du célèbre concours.

Parmi les signataires se trouvent d'anciens participants de différents pays à l'Eurovision, dont Charlie McGettigan qui a gagné le concours pour l'Irlande en 1994 et les finalistes finlandais de l'Eurovision Kaija Kärkinen (1991) et Kyösti Laihi (1988).

S'y trouvent aussi le compositeur Brian Eno, les dramaturges Eve Ensler et Caryl Churchill, les réalisateurs Mike Leigh et Ken Loach et l'actrice d' *Arrested Development* Alia Shawkat.

De nombreux signataires sont musiciens, dont Moddi, de Norvège, Nick Seymour du groupe australien Crowded House ainsi que le compositeur catalan Lluís Llach.

Parmi les autres personnes soutenant l'appel figurent le directeur artistique d'un théâtre national portugais Tiago Rodrigues, l'acteur, chanteur et dramaturge italien Moni Ovadia et le dessinateur français de bande dessinée Tardi.

PACBI, la Campagne palestinienne pour le Boycott universitaire et culturel d'Israël, a salué la déclaration des artistes :

« Nous saluons les nombreux artistes d'Europe et d'ailleurs qui ont appuyé l'appel palestinien à boycotter l'Eurovision 2019 s'il est accueilli par Israël.

Les organisateurs de l'Eurovision ont demandé, comme condition pour accueillir le concours, qu'Israël respecte la liberté

d'expression et de déplacement.

Des ministres israéliens importants ont rejeté cela immédiatement, en insistant pour mettre en oeuvre la législation répressive et anti-démocratique d'Israël.

Le régime israélien a déjà lâché sa propre condition, à savoir que le concours aurait lieu seulement à Jérusalem, un échec frappant des efforts de relations publiques d'Israël pour affirmer son droit illégal sur la ville.

Les organisateurs de l'Eurovision devraient entendre les appels de finalistes de l'Eurovision (y compris un vainqueur), de présentateurs, de commentateurs et de juges, et d'une plus large communauté d'artistes, et déplacer complètement le concours hors d'Israël. »

Nous saluons les nombreux artistes qui ont appuyé l'appel palestinien à boycotter l'Eurovision 2019 s'il est organisé par Israël. Les organisateurs de l'Eurovision doivent entendre les appels et déplacer le concours hors d'Israël. [#BoycottEurovision2019](#)

Garanties de liberté exigées

PACBI a aussi indiqué que l'Union européenne de radio-télévision, l'organisation internationale qui produit l'Eurovision, a récemment « demandé qu' Israël respecte la liberté d'expression et de déplacement comme condition pour organiser le concours ».

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, l'Union européenne de radio-télévision a demandé des garanties écrites du gouvernement du Premier Ministre Benjamin Netanyahu pour que « les personnes se rendant en Israël soient autorisées à voyager n'importe où sans restrictions, indépendamment de leurs opinions politiques ou de leur orientation sexuelle, et que le radiodiffuseur public israélien] Kan ait une complète

liberté dans l'édition de la diffusion ».

« Les conditions en relation avec la liberté de déplacement et d'expression ne sont indiquées que pour des pays qui soulèvent de l'inquiétude à ce propos », a rapporté *Haaretz*.

Gilad Erdan, le ministre israélien des Affaires stratégiques qui a systématiquement bloqué l'entrée aux territoires contrôlés par Israël des militants solidaires de la Palestine ou des critiques des abus des droits humains par Israël, a réclamé que Netanyahu rejette les conditions.

« Je ne comprends pas de quel droit l'Union européenne de radio-télévision a l'audace de venir faire de telles demandes et d'exiger, contrairement à la législation d'un état démocratique, qu'une personne se voit accorder l'entrée en Israël même si elle travaille jour et nuit à nuire à Israël pour le boycotter et l'isoler », a déclaré Erdan.

D'autres ministres ont insisté pour qu'aucune répétition de l'Eurovision n'ait lieu pendant le Shabbat juif, une condition qui rendrait l'organisation de la compétition presque impossible.

Les responsables israéliens chargés de combattre le mouvement global de solidarité avec la Palestine voient l'Eurovision comme un « projet national » et le gouvernement dépense des millions de dollars dans l'espoir d'aider à blanchir l'image d'Israël, particulièrement à la suite de ses massacres récents de manifestants de la Grande Marche du retour à Gaza.

Des responsables de l'Eurovision ont déjà exprimé leur inquiétude sur les efforts d'Israël pour utiliser le concours de chansons dans leur campagne de propagande internationale, y compris en insistant pour qu'il se tienne à Jérusalem.

Mais Israël a reculé sur cette exigence en juin et a dit que Jérusalem n'était qu'un lieu parmi plusieurs possibles, dont Tel Aviv, Haifa et Eilat.

Les possibilités selon les rapports s'étant réduites à Jérusalem et Tel Aviv, l'annonce de la cité hôte est attendue d'un jour à l'autre.

« Nous comprenons que l'Union européenne de radio-télévision ait demandé qu'Israël trouve un emplacement 'non conflictuel' pour l'Eurovision 2019 », ont déclaré les artistes dans leur lettre au *The Guardian* – une référence au fait que Tel Aviv est perçu par les responsables de l'Eurovision comme un emplacement moins controversé que Jérusalem.

Mais les artistes affirment que l'Union européenne de radio-télévision « devrait annuler complètement l'organisation par Israël du concours et le déplacer dans un autre pays avec un meilleur bilan en matière de droits humains. L'injustice divise, alors que la recherche de la dignité et des droits humains unit ».

La campagne d'influence israélienne



CAPARA ON NETTA

EUROVISION
SONG CONTEST



THANKS FOR SUPPORTING NETTA AND ISRAEL!

We're proud to share with you the efforts behind this amazing campaign! Thanks for YOUR help, we managed to reach hundreds of thousands of voters who supported Netta leading to her a SWEET WIN!

ON THE APP

During the past week we created missions on the Act.IL APP supporting Netta & Israel!



Extrait d'un email envoyé par des opérateurs de l'app Act.IL (appuyée par le gouvernement israélien) s'attribuant le mérite d'avoir influencé les votes de l'Eurovision en faveur de Netta Barzilai ([Cliquer pour agrandir](#)).

En attendant, sont apparues de nouvelles preuves des tentatives d'Israël pour influencer le vote dans le concours de 2018 afin d'assurer la victoire de Netta Barzilai.

Le 13 mai, le jour après le concours 2018, les opérateurs de l'app Act.IL ont envoyé un e-mail aux supporters, s'attribuant le mérite d'avoir atteint « des centaines de milliers de votants qui ont soutenu Netta et conduit à sa savoureuse victoire ».

The Electronic Intifada a obtenu récemment une copie de cet email.

L'application Act.IL soutenue par le gouvernement israélien sert à lancer de fausses campagnes populaires sur les réseaux sociaux – une tactique connue sous le nom d'astroturfing – pour faire croire qu'Israël bénéficie de plus de soutien public qu'il n'en a réellement.

« L'app Act.IL est le produit d'un partenariat entre des think tanks israéliens, des groupes de pression et le ministère des Affaires stratégiques israélien, qui a versé près de 600 000\$ dans le projet », a rapporté The Electronic Intifada en mai.

Act.IL s'est vanté de mener sa campagne d'influence à l'Eurovision en coopération avec des groupes anti-palestiniens tels que StandWithUs , le Conseil israélo-américain, et un compte sur un réseau social nommé d'après la célèbre agence d'espionnage et d'assassinat du Mossad, même si apparemment il n'a pas de lien avec elle.

Israël a aussi utilisé l'app Act.IL pour essayer de truquer des sondages qui portaient sur la décision de boycotter ou non

l'Eurovision en Israël.

Entre autre, Act.IL a déclaré que son activité était « alimentée » par le Conseil israélo-américain, le groupe de pression présidé et subventionné par le financier pro-israélien condamné pour fraude fiscale Adam Milstein.

Le mois dernier, The Electronic Intifada a révélé en exclusivité que Milstein était nommé dans un documentaire censuré d' Al Jazeera comme le principal donateur de Canary Mission, un site web anonyme qui calomnie et harcèle les étudiants et les éducateurs américains qui promeuvent les droits palestiniens.

Une campagne appuyée par un gouvernement pour influencer le public votant pour l'Eurovision afin de servir les intérêts politiques d'un état paria est clairement injuste et va à l'encontre de l'esprit du concours, dont les règles interdisent aux participants de promouvoir des causes politiques ou de faire des discours ou des gestes politiques.

L' Union européenne de radio-télévision n'a pas répondu à une enquête de The Electronic Intifada.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)